

**FONDATION MARCEL HICTER
POUR LA DEMOCRATIE CULTURELLE ASBL**

**PROGRAMMATION CULTURELLE POUR
UN DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE**

une analyse de Franco Bianchini

**NOVEMBRE
2008**

PROGRAMMATION CULTURELLE POUR UN DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE

par Franco Bianchini, dans le cadre du Diplôme européen en
administration de projets culturels

IL S'AGIT ICI DE CONTRIBUER AU DÉBAT SUR LE RÔLE QUE PEUVENT ET POURRAIENT JOUER LES
POLITIQUES CULTURELLES POUR FAVORISER UN DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE.

La définition de « développement durable » (sustainable development) utilisée est basée sur celle établie par le rapport de la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement. Elle signifie un type de développement qui rencontre les besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les futures générations de rencontrer leurs besoins propres.

Lorsque l'on utilise ce concept dans le cadre de la « sphère urbaine », il est important de se rappeler que toute ville représente une entité complexe qui est constituée d'au moins cinq dimensions.

En effet, une ville est tout à la fois :

- a) une zone définie par des frontières géographiques claires et possédant certaines caractéristiques « naturelles »
- b) Un environnement forgé par l'intervention humaine
- c) Une communauté d'individus liés par des réseaux et des dynamiques sociales (la société)
- d) Un système d'activités et de relations économiques (l'économie)
- e) Un lieu où tous ces éléments dépendent d'un ensemble de principes et de règles d'interaction entre différents acteurs politiques (le politique).

Si l'on accepte le fait qu'une ville comprend ces cinq éléments, il serait réducteur d'envisager uniquement les aspects environnementaux du développement urbain durable. C'est pourquoi ce concept doit, dans le cas qui nous occupe, être lié à la notion de « développement humain » qui se conçoit comme un processus permettant aux personnes d'élargir leurs choix et de développer les capacités

humaines nécessaires pour réaliser des activités productives et être actifs dans les sphères culturelles, sociales et politiques.

Cette analyse se concentre sur la réalisation, par des politiques culturelles, de « bridging policies » (des politiques jetant des ponts...) et illustre les domaines dans lesquels les politiques d'environnement urbain durable et les politiques culturelles se rejoignent.

C'est le cas :

- a) pour la promotion de centres urbains vivants et d'activités culturelles dynamiques dans les centres urbains, particulièrement durant les soirées et les week-ends ;
- b) La promotion d'une certaine « fierté citoyenne » se construisant autant par le biais d'évènement haut de gamme que par des projets de quartier ;
- c) La promotion de la réalisation d'ensembles bâtis de qualité pouvant être mis en valeur par des expositions de projets architecturaux pilotes, tout autant que par des programmes éducatifs.

LA TRAJECTOIRE HISTORIQUE DES POLITIQUES CULTURELLES URBAINES EN EUROPE OCCIDENTALE

Il est difficile de tirer des conclusions générales concernant l'évolution des politiques culturelles urbaines en Europe Occidentale du fait de la rareté d'études comparatives et des données standardisées, de la grande variété des définitions du concept de « culture » utilisées par les responsables politiques, ainsi que de multiples autres variations que l'on retrouve dans différents contextes nationaux, par exemple, au niveau des autonomies politiques et fiscales. Il en va de même selon l'importance et la nature de marchés locaux, dans lesquels peuvent se développer les activités culturelles.

Malgré ces différences existant à la fois entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci, il est néanmoins possible de tracer une trajectoire commune quant à l'évolution des arguments utilisés pour justifier l'utilisation de fonds publics pour les politiques culturelles urbaines, de la fin de la 2ème guerre mondiale au début des années 90.

Par ailleurs, même s'il existe des différences en terme de phasage entre les pays, on peut établir 3 grandes périodes: de la fin des années 40 à la fin des «sixties»; les années '60, '70 et début '80 et enfin, de la moitié des années 80 à l'époque actuelle.

Il est cependant important d'insister sur le fait qu'une logique politique n'en remplace pas clairement une autre au passage d'une phase historique. Le processus en question relève plus de l'accumulation, avec la cohabitation – souvent complexe – de l'ancienne et de la nouvelle logique.

L'âge de la reconstruction: de la fin des années '40 à la fin des années '60

Le débat de politique publique, dans les villes d'Europe Occidentale, a été dominé, à cette époque, par la volonté de développement économique, planification d'une stratégie de «bien-être» d'une reconstruction tant physique que civique ainsi que par une conviction dans la rationalité instrumentale.

Par bien des aspects, les définitions de la culture établies au XIXe siècle ont influencé le processus de décision politique de notre secteur. La logique déterminante pour établir des politiques culturelles urbaines résidait dans le but de « ré-éduquer » et de « civiliser » les gens après les horreurs de la guerre.

Plus généralement, l'attitude des politiques culturelles urbaines durant cette période relevait d'une continuité de la

tradition du XIXe siècle, qui voyait la promotion des valeurs classiques de l'art comme un antidote aux dégâts tant spirituels qu'environnementaux causés par l'industrialisation.

En conséquence, les politiques culturelles urbaines furent principalement axées sur une construction d'infrastructures permettant aux formes d'arts traditionnels de se développer dans les centres-villes, comme des opéras, musées, théâtres. Ceci allait de pair avec une subsidiation de ces organismes permettant d'élargir l'accès d'un public moins favorisé à leurs productions.

L'attitude dominante des politiciens était de définir la culture comme une réalité séparée et opposée à la réalité de l'activité économique et même, en quelque sorte, aussi déconnectée d'autres sphères de la vie et de la politique publique. Il y avait donc très peu de liens entre de telles valeurs et les politiques urbaines mises en œuvre qui étaient fortement influencées par des approches de type scientifique.

Cette dichotomie est clairement mise en lumière par les approches fonctionnalistes de la planification physique, caractérisées par un développement zonal, par une attention particulière apportée à la vitesse (priviliégiant les véhicules automobiles aux dépens des piétons) et aussi par la priorité donnée aux constructions de masse d'habitation à prix réduits, utilisant une architecture austère, moderniste et orthogonale.

L'âge de la participation: les années '70 et début '80

Le modèle de la politique culturelle urbaine héritée de l'après-guerre entre en crise à la fin des années '60, du fait de l'interaction de changements importants dans les sphères sociale, politique, technologique et intellectuelle.

Un facteur crucial influençant les politiques culturelles municipales fut l'émergence de mouvements sociaux tels que: le féminisme, les actions de quartiers, le mouvement écologique, les révoltes de jeunes ainsi que l'activisme des minorités qu'elles soient de type ethnique ou de genre.

Ces mouvements jouèrent un rôle très important dans la production et la distribution de cultures alternatives, comme les théâtres d'avant-garde, la production de films d'arts et d'essai, les radios libres, les festivals, les librairies «engagées», etc.

Il s'agissait d'une mise en cause radicale de la distribution traditionnelle entre haute et basse cultures.

L'accès relativement facile à des technologies de production culturelle peu onéreuses permit aux mouvements sociaux urbains de gommer – partiellement – les distinctions entre

commercial et non commercial, amateur et professionnel, consommateur et producteur.

Ces nouveaux mouvements urbains influencèrent un grand nombre de politiciens locaux, surtout de gauche, qui intégrèrent dans leurs interventions des formes de culture populaire et réalisèrent que la politique culturelle pouvait servir de «véhicule» pour mobiliser les habitants et pour construire des formes d'identité urbaine qui pouvaient être partagées par différents quartiers et différentes communautés.

Les politiques culturelles étaient souvent combinées avec des stratégies urbaines créant plus d'espaces publics et rendant les centre-villes plus accessibles aux citoyens (piétons, cyclistes...) et moins aux voitures.

Des festivals et d'autres formes d'animation culturelle furent utilisés pour encourager la participation à la vie culturelle des villes, par les habitants de différents âges, groupes sociaux, genres, origines ethniques.

L'âge du «city-marketing»: de la moitié des années '80 à nos jours

C'est la période qui opère un glissement clair des priorités socioculturelles des années 70 vers un recentrage sur le développement économique. Ceci est lié à un autre glissement, de type politique, qui voit la droite prendre le pouvoir dans la plupart des pays de l'Europe occidentale.

Les finances locales se retrouvent sous pression et les moyens mis au service de l'accès à la culture, surtout pour les groupes désavantagés, s'en trouvent fort réduit. Le « rôle de la culture » pour les politiciens de l'époque, vise moins à la démocratisation de l'espace urbain et à la revitalisation de la vie sociale publique, qu'à la contribution potentielle de la culture à une régénération économique et physique des villes.

Une vie culturelle active et cosmopolite devient un ingrédient crucial de marketing urbain (et régional) ainsi que des stratégies internationales orchestrées pour attirer un capital international mobile et des emplois spécialisés.

Le balancier revint, là aussi, vers le centre ville, utilisé comme une vitrine de l'économie locale dans le cadre d'une compétition inter-urbaine et inter-régionale aiguisée.

EVALUATION DE LA CONTRIBUTION DES POLITIQUES CULTURELLES URBAINES CONTEMPORAINES AU DÉVELOPPEMENT DURABLE.

En termes de développement économique durable, il est clair que l'impact des politiques culturelles des années '80 et '90 sur la création de richesses fut faible.

Leur contribution principale fut la construction d'images urbaines pouvant attirer les visiteurs. L'utilisation des politiques culturelles pour renforcer le développement économique provoque cependant l'irruption de dilemmes politiques comme, par exemple, le choix entre l'investissement dans les centres ou les quartiers périphériques désavantagés; entre des stratégies orientées sur la consommation et le soutien à des productions culturelles locales et innovantes; et enfin, entre investir dans des bâtiments ou soutenir des événements et des activités culturelles.

Dilemmes stratégiques

Les inégalités économiques produisent des manifestations spatiales très claires dans la plupart des grandes villes européennes. Par exemple, la participation à la renaissances culturelle des centres, de citoyens défavorisés habitant la périphérie, est rendue très difficile.

Paradoxalement, ces problèmes s'appliquent même à des villes ayant bénéficié des politiques culturelles les plus imaginatives et volontaristes. C'est le cas notamment de Glasgow qui, malgré le succès de son plan de revitalisation urbaine construit en grande partie sur le pôle culturel, connaît des manifestations de groupes de citoyens oubliés lors de la célébration liée au statut de capitale culturelle.

Le second dilemme stratégique est lié au fait que, autre paradoxe, la production culturelle et l'arrivée d'artistes dans des quartiers défavorisés sont souvent un signe précurseur de « gentrification » de ces zones dont les loyers grimpent et deviennent inabordable pour la population autochtone. Cette dynamique en arrive parfois même à rejeter les opérateurs culturels et artistes de ces quartiers qu'ils ont investi et qui, pour eux également, deviennent trop chers.

Par ailleurs, des stratégies de soutien à la consommation culturelle peuvent aussi s'avérer contreproductives. En effet, la construction de bâtiments culturels de prestige pouvant amener une grande consommation culturelle et beaucoup de touristes, génère tant de frais en personnel et de coûts d'emprunts que la marge de manœuvre budgétaire de la politique culturelle de ces villes se réduit à une peau de chagrin.

Une autre politique consiste à utiliser nettement plus les espaces ouverts et publics, des structures temporaires et des bâtiments multifonctionnels comprenant des activités culturelles et des activités d'autre nature. Ceci permet de libérer des ressources et financer des activités culturelles et des projets plus innovants, décentralisés et participatifs.

L'analyse de l'histoire nous montre donc que, en fonction des événements et des volontés des différents protagonistes, les politiques culturelles peuvent jouer un rôle dynamique dans le développement durable des villes. Ce n'est jamais donné d'avance ; il s'agit d'actions volontaires et de conviction politique.

